

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 24 JUIN 2021**

JP/VA

OBJET : 3.11. EXPLOITATION – MARCHÉ FOURNITURES ET SERVICES – CONTRÔLE RÈGLEMENTAIRE OUVRAGES DE PRODUCTION ET TRAITEMENT – NOUVELLE MISE EN MARCHÉ

L'an deux mille vingt-et-un, le vingt-quatre du mois de juin à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDÈCHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, sont présents à la délibération suivante :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Supplé-e par pouvoir donné à
PASCAL Jean	FAUGÈRES	X	
GARRIDO Jean-Manuel	ST-ANDRÉ-DE-CRUZIÈRES	X	
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	X	
DURAND Jean-Luc	PONT-DE-LABEAUME	X	
MERINE Philippe	ST-PRIVAT	X	
MARRON Jacques	SIAEP DE BARJAC	X	
BALAZUC Thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	X	
LACROIX Bernard	LARGENTIÈRE	X	
BACCONNIER Jean-Claude	SIVOM OLIVIER DE SERRES	X	
BALMELLE Robert	BERRIAS-ET-CASTELJAU	X	
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME	X	
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	X	
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE		Excusée
BOYER Joël	UCEL	X	
GROS Cyril	LABÉGUDE	X	
LLORCA Patricia	ST-JULIEN-DU-SERRE		Excusée
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS		Excusé
CARON Christian	RUOMS		Excusé
COROMINA Jean	VALLON-PONT-D'ARC	X	
VÉOL Christophe	LALEVADE D'ARDÈCHE	X	

A été élu secrétaire de séance : M. Jean-Manuel GARRIDO, 1^{er} vice-président.

OBJET : 3.11. EXPLOITATION – MARCHÉ FOURNITURES ET SERVICES – CONTRÔLE RÉGLEMENTAIRE OUVRAGES DE PRODUCTION ET TRAITEMENT – NOUVELLE MISE EN MARCHÉ

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du comité syndical en date du 28 septembre 2020).

Par délibération en date du 12 mai 2021 sur l'organisation interne des achats, le bureau syndical a adopté un règlement et une nomenclature définissant la politique d'achats de la structure pour les marchés à procédure adaptée.

Cette nomenclature, qui permet la computation des seuils de marchés pour les fournitures et services, avec des seuils appréciés « en montants cumulés sur l'année civile » (sauf délibération contraire), définit les différentes familles d'achats de la collectivité.

Le présent rapport concerne la famille T201 « Contrôle réglementaire des ouvrages de production et de traitement » de la nomenclature, qui regroupe l'ensemble des prestations extérieures de contrôle des ouvrages de production et de traitement dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement :

Trois types de prestations de service sont recensés dans cette famille :

- Prestation de contrôle de la performance des équipements, qui inclut les audits annuels d'autosurveillance des stations d'épuration,
- Prestation de contrôle de la qualité des eaux, qui inclut la réalisation des analyses en laboratoire des autocontrôles eau potable et assainissement,
- Prestation d'analyse réglementaire de la qualité de l'eau potable distribuée, qui concerne les prestations de contrôle commandées directement par l'ARS.

L'analyse réglementaire de la qualité de l'eau distribuée fait l'objet d'un engagement obligatoire de la collectivité, à hauteur d'environ 40 000 € HT par an (la société Carso vient d'être reconduite par l'ARS pour la réalisation de cette mission les 4 années à venir). La présente délibération ne concerne donc que les prestations de contrôle de la performance des équipements et de la qualité des eaux.

Le bureau syndical avait délibéré, respectivement lors de ses réunions du 7 septembre 2017 et du 4 octobre 2017, afin de lancer des consultations pour le contrôle de la performance des équipements et le contrôle de la qualité des eaux.

Ces deux marchés prennent respectivement fin les 28 et 29 décembre 2021 et il est proposé de relancer une consultation sur les bases du nouveau règlement interne des achats et de sa nomenclature liée.

Comme pour les autres marchés de prestations régulières de service, il est proposé une durée de 4 ans afin d'être attractif pour les fournisseurs tout en pérennisant sur la durée un achat régulier de la collectivité.

L'économie de ces trois prestations est évaluée de la manière suivante :

- 15 000 € HT maximum par an, soit 60 000 € HT maximum sur la durée totale du marché pour les prestations de contrôle de la performance des équipements,
- 30 000 € HT maximum par an, soit 120 000 € HT maximum sur la durée totale du marché pour les prestations de contrôle de la qualité des eaux,
- 40 000 € HT maximum par an, soit 160 000 € HT maximum sur la durée totale du marché pour les prestations d'analyse réglementaire de la qualité de l'eau distribuée.

L'économie globale de cette famille (T201 « Contrôle réglementaire des ouvrages de production et de traitement ») s'élève donc à 340 000 € HT maximum sur la durée totale prévue pour les marchés de cette famille. Il est donc proposé

de lancer cette consultation en procédure adaptée (accord-cadre mono-attributaire à bons de commande), de niveau 3.
Les critères d'attributions et pondérations proposés sont les suivants :

- **Prix** : pondération 60%
- **Valeur technique de l'offre** : pondération 40%

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, le bureau syndical décide de :

- **ADOPTER** ces propositions,
- **AUTORISER** le président à lancer la procédure,
- **RECOURIR** à une dévolution selon une procédure adaptée,
- **FIXER** les critères énoncés ci-dessus,
- **AUTORISER** le président à engager les marchés, dans la limite de l'économie présentée,
- **DONNER** délégation au président pour signer tous documents à cet effet.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le président,

Jean PASCAL